

DEPARTEMENT
DE
MEURTHE-ET-
MOSELLE

Commune d ' A T T O N

PROCES - VERBAL
DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 12 avril 2021
à 20 heures 30

NOMBRE

Conseillers en exercice	14	L'an deux mille vingt et un, le douze avril, le Conseil Municipal de la
Présents	12	commune d'ATTON, étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après
Votants	14	convocation légale, sous la présidence de Madame CURINA-PRILLIEUX

Marlène, Maire.
Etaient présents: Mmes CAPLA Anna, PAUCET Nathalie, FABBRI
Pascale,
M., RICHARD-MAUPILLIER Frédéric, PARMENTELAT Alain, PINTO
Marcel, BARBELIN Jérôme, SINTEFF Thierry, LANNO Jean-Christophe,
BARTHELEMY Jean-Etienne, HUET Fabrice
Etait(ent) excusé(s) :
Procuration : TACCONI Audrey à CURINA-PRILLIEUX Marlène,
BOYER Sébastien à PARMENTELAT Alain

Date de convocation : 16/03/2021

*Date d'affichage et de transmission à la
Préfecture : 19/04/2021*

OBJET N°16: FINANCES LOCALES : DECISIONS BUDGETAIRES

Redevance d'occupation du domaine public due par les opérateurs de télécommunications

Un scrutin a eu lieu, Nathalie PAUCET a été nommé(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;
Vu le code des postes et des communications électroniques et notamment les articles L.47,
R.20-51, R.20-52, R.20-53 ;
Vu le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du
domaine public ;

Considérant que l'occupation du domaine public routier et non routier par des opérateurs de
télécommunications donne lieu au versement d'une redevance en fonction de la durée de
l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

Le maire propose au conseil municipal de fixer au tarif maximum le montant des redevances
d'occupation du domaine public routier et non routier dues par les opérateurs de
télécommunications.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

• **DÉCIDE**

1. d'appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité pour la redevance
d'occupation du domaine public routier due par des opérateurs de
télécommunications, à savoir :

- 41,26 € par kilomètre et par artère en souterrain ;
- 55,02 € par kilomètre et par artère en aérien ;
- 27,51 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (cabines notamment).

Sachant qu'une artère correspond à un fourreau contenant ou non des câbles (ou un câble en pleine terre) en souterrain et à l'ensemble des câbles tirés entre deux supports en aérien.

2. d'appliquer les tarifs maxima prévus par le décret précité pour la redevance d'occupation du domaine public non routier due par des opérateurs de télécommunications, à savoir :

- 1375,39 € par kilomètre et par artère en souterrain ;
- 1375,39 € par kilomètre et par artère en aérien ;
- 894,00 € par m² au sol pour les installations autres que les stations radioélectriques (cabines notamment).

3. de revaloriser chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics (TP01).

4. d'inscrire annuellement cette recette au compte 70323.

CHARGE le maire du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

Adopté à l'unanimité.

Le Maire,

